





# Bordereau de signature

## Décision du Maire2023-119342

Signataire	Date	Annotation
wspapapheur GF, <i>Application GF</i>	18/12/2023	 pour signature, merci
Christophe GILLES, <i>Maire</i>	18/12/2023	  Certificat au nom de <u>CHRISTOPHE GILLES</u> (COMMUNE DE SAINT GERMAIN SUR AY), émis par <u>CertEurope eID User</u> , valide du 16 août 2021 à 15:05 au 16 août 2024 à 15:05.
<i>Application GF</i>		

Dossier de type : CIRCUIT // Signature PDF

Département de la Manche  
Arrondissement de Coutances  
Canton de Créances  
Commune de Saint Germain-sur-Ay

**Extrait du Registre  
des Décisions du Maire**

**DECISION DU MAIRE N° DM2023-129**

**Objet : 3 DOMAINE ET PATRIMOINE  
3.3 Locations**

Le Maire,

VU, Le Code Général des Collectivités Locales,

VU, La Délibération n° DEL- 2020-05-06 du 25 mai 2020 par laquelle le Conseil Municipal décide de donner délégation à M. Le Maire pour décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

VU, L'arrêté réglementaire n° AR2020-31 de délégation de fonction du maire à la deuxième adjointe,

CONSIDERANT QUE le logement communal situé au 10 B rue des écoles à Saint-Germain/Ay est libre,

CONSIDERANT QUE la commune a été contactée par Madame Clarisse VILLAND, à la recherche d'un logement,

**DECIDE**

**Article unique :**

de louer le logement communal situé 10 B rue des écoles à Madame Clarisse VILLAND, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour une durée initiale de trois ans moyennant le versement d'un loyer mensuel de 600.00 €.

Fait à Saint-Germain/Ay,  
Le 18 décembre 2023,  
Signé par certificat électronique par  
Le Maire,  
Christophe GILLES

Le Maire de la commune de Saint-Germain/Ay :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte affiché et transmis au contrôle de légalité le (cf. visa du contrôle de légalité) ;
- informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de l'acquisition de son caractère exécutoire.
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de l'acquisition de son caractère exécutoire.